



DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE POUR UN PROJET DE RENOUVELLEMENT, DE MODIFICATION DE REMISE EN ETAT ET D'EXTENSION DE CARRIERE

**AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**



Envoyé en préfecture le 21/10/2025

Reçu en préfecture le 21/10/2025

Publié le



ID : 027-200059657-20251021-D_05_21_10_2025-DE

Sommaire de la note de présentation non technique de la demande

1. OBJET DU DOSSIER – MOTIVATIONS DE LA DEMANDE	5
1.1. PRESENTATION ET JUSTIFICATION DU PROJET	5
1.2. CADRE REGLEMENTAIRE ET CONTENU DU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE	7
2. LOCALISATION DU PROJET	9
2.1. LOCALISATION ADMINISTRATIVE	9
2.2. OCCUPATION DES SOLS ET LIMITES DU SITE	11
2.3. COMPATIBILITE ET ARTICULATION DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS DE CADRAGE DU SECTEUR	13
3. SURFACES ET VOLUMES DES ACTIVITES	17
3.1. PARCELLES CONCERNEES ET SUPERFICIES DU PROJET	17
3.2. CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION	18
4. MODALITES DE FONCTIONNEMENT	21
4.1. DUREE D'EXPLOITATION	21
4.2. PERSONNEL ET HORAIRES DE FONCTIONNEMENT	21
4.3. ACCES AU SITE	23

VOLUME 1B : NOTE DE PRESENTATION NON TECHNIQUE DE LA DEMANDE

5. PROCEDES D'EXPLOITATION ET DE REMISE EN ETAT _____ 25

5.1. LISTE DES OPERATIONS EFFECTUEES _____ 25

5.2. DETAILS CONCERNANT LE DECAPAGE DES TERRES DE DECOUVERTE _____ 26

5.3. DETAILS CONCERNANT L'EXTRACTION DU GISEMENT _____ 26

5.4. DETAILS CONCERNANT L'ACHEMINEMENT DES MATERIAUX _____ 28

A/ Acheminement des matériaux extraits _____ 28

B/ Acheminement des matériaux de remblai _____ 30

5.5. DETAILS CONCERNANT LA REMISE EN ETAT DES TERRAINS _____ 31

A/ Objectifs de la remise en état _____ 31

B/ Apport de matériaux extérieurs inertes _____ 34

C/ Principe de remise en état coordonnée à l'exploitation _____ 35

D/ Reconstitution des terrains et topographie finale dans la zone
d'extension _____ 35

E/ Détail de l'aménagement des milieux dans la zone
d'extension _____ 37

F/ Valorisation ultérieure du site et pérennisation des
aménagements _____ 42

1. Objet du dossier – Motivations de la demande

1.1. PRESENTATION ET JUSTIFICATION DU PROJET

La société Lafarge Granulats est présente depuis les années 1960 sur la commune de Gaillon. Elle possède actuellement deux autorisations d'exploiter sur cette commune :

- une installation de traitement aux lieux-dits « La Garenne » et « Haras de la Muette », actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral (AP) du 20 février 1995 ;
- une carrière de sables et graviers alluvionnaires d'une surface d'environ 75 ha aux lieux-dits « Le Pot à l'Eau », « La Garenne » et « La Folie Morel », actuellement autorisée par l'AP du 15 mai 2008 modifié par l'AP du 27 juin 2011 et l'AP du 28 avril 2022.

Précisons qu'il s'agit d'un site de carrière précédemment autorisé par l'AP du 28 octobre 1994, modifié par l'AP du 22 juin 2007, avant changement de dénomination sociale (anciennement Compagnie des Sablières de la Seine).

Afin d'anticiper la fin d'exploitation de son site de carrière et la fermeture de son installation de traitement à Gaillon, et dans l'objectif d'éviter la rupture de sa production locale pour ses clients fixes de béton, préfabrication ; la société Lafarge Granulats envisage une extension de son site de carrière actuellement autorisé. L'extension consiste en l'exploitation de terrains à vocation agricole aux lieux-dits « Le Pot à l'Eau », « La Garenne », « La Folie Morel », « Le Val Cordon », « Les Carreaux », « Les Longues Raies », « La Cour du Pré », et « Les Joncs Marins », contigus au sud-est de la carrière actuelle.

VOLUME 1B : NOTE DE PRESENTATION NON TECHNIQUE DE LA DEMANDE

Par ailleurs, des préconisations ont été émises concernant la remise en état du site de carrière actuellement autorisé par la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) et le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) de Normandie, auxquels la société Lafarge Granulats s'est liée au travers d'une convention de gestion. Le pétitionnaire sollicite donc également un renouvellement de l'autorisation et une modification de la remise en état du site autorisé afin de tenir compte des potentialités écologiques fortes offertes par ce site. Les modifications sollicitées portent sur un remblaiement supplémentaire sur la partie Ouest du plan d'eau résiduel, pendant toute la durée d'exploitation de l'extension de carrière.

Les modifications de remise en état dans l'emprise de la carrière actuelle permettront ainsi d'accueillir les fines de décantation issues du lavage des matériaux extraits sur l'extension de carrière. Cette dernière modification permet également un passage en circuit fermé du circuit des eaux de lavage des matériaux.

Enfin, le renouvellement de la carrière actuelle permettra également de bénéficier de la plateforme existante de réception des matériaux extérieurs inertes pour recyclage (qui sera extraite à la fin de l'exploitation de l'extension).

La société Lafarge Granulats dépose ainsi une demande d'autorisation environnementale pour un projet de renouvellement, de modification de remise en état et d'extension de sa carrière sur la commune de Gaillon, au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Précisons que ce projet a fait l'objet depuis plusieurs années d'une concertation avec les élus et l'administration afin d'élaborer une exploitation et une remise en état cohérentes avec les enjeux identifiés et les volontés exprimées, de s'adapter aux évolutions du territoire, et d'arriver à définir un réel projet de reconversion valorisante du secteur, à la fois d'un point de vue paysager (en entrée de ville et dans l'axe du château de Gaillon), et écologique (dans la continuité de la zone Natura 2000 déjà présente).

VOLUME 1b : NOTE DE PRESENTATION NON TECHNIQUE DE LA DEMANDE

1.2. CADRE REGLEMENTAIRE ET CONTENU DU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Le présent projet est soumis à autorisation préfectorale au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Ce dossier est soumis, en ce qui concerne la définition de son contenu, aux articles suivants du code de l'environnement :

- R.181-13, définissant les éléments communs à fournir pour une demande d'autorisation environnementale,
- D.181-15-2, définissant les compléments à apporter dans le cas d'un projet d'ICPE.

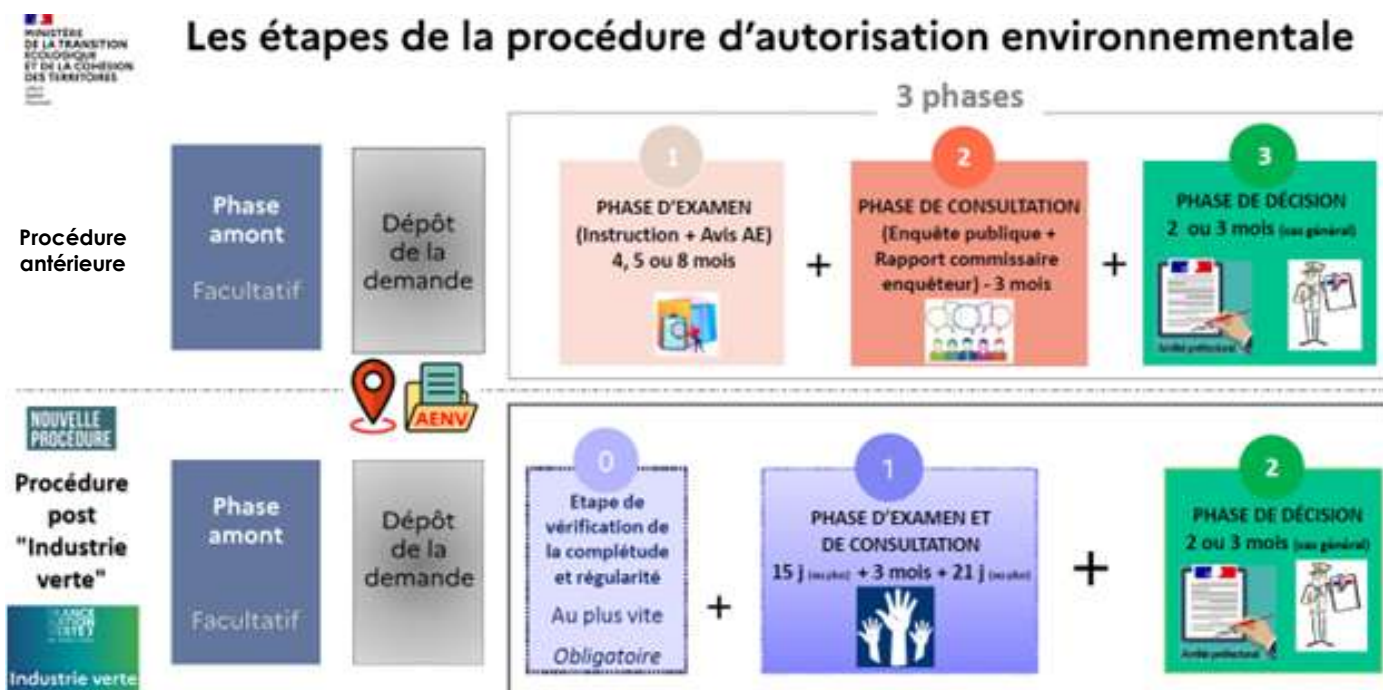
Précisons que le présent projet est soumis à évaluation environnementale de façon systématique conformément à l'article R.122-2 et son annexe (rubrique 1 – c du tableau annexe : « Carrières soumises à autorisation mentionnées par la rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE »).

C'est donc conformément aux articles L.181-1 et suivants et R.181-1 et suivants du code de l'environnement que la société Lafarge Granulats dépose une demande d'autorisation environnementale pour son projet de renouvellement, de modification de remise en état et d'extension de carrière sur la commune de Gaillon. Cette demande d'autorisation est soumise à étude d'impact et à enquête publique.

Le présent volume 1b constitue la note de présentation non technique de la demande (volume 1a du dossier), conformément à l'alinéa 8 de l'article R.181-13 du code de l'environnement.

Le schéma en page suivante récapitule la procédure d'instruction d'un dossier de demande d'autorisation environnementale telle qu'elle est actuellement en vigueur, depuis la loi « industrie verte ».

VOLUME 1B : NOTE DE PRESENTATION NON TECHNIQUE DE LA DEMANDE



2. Localisation du projet

2.1. LOCALISATION ADMINISTRATIVE

La présente demande d'autorisation environnementale pour un projet renouvellement, de modification de la remise en état et d'extension de carrière porte sur :

Région	:	Normandie
Département	:	Eure
Communauté de communes	:	Communauté d'agglomération Seine-Eure
Communes	:	Gaillon
Lieu-dit	:	« Le Pot à l'Eau », « La Garenne », « La Folie Morel », « Le Val Cordon », « Les Carreaux », « Les Longues Raies », « La Cour du Pré », « Les Joncs Marins »

Les terrains de la carrière actuelle et du projet d'extension se situent à l'Est du territoire communal de Gaillon, en rive gauche de la Seine. Ils sont localisés dans la plaine agricole, entre la RD.6015 au Sud et la zone industrielle en bordure de Seine au Nord ; et entre le village de Gaillon à l'Ouest et une zone anciennement exploitée à l'Est (voir la carte page suivante).

Localisation du site

Courcelles-sur-Seine

Port-Mort

Le Val d'Hazey

Gaillon

Saint-Pierre-la-Garenne

Saint-Aubin-sur-Gaillon

Emprise de la carrière autorisée

Limites communales

Emprise du projet d'extension

0 500 1 000 m

Sources : IGN scan25, cadastre.gouv



VOLUME 1 B : NOTE DE PRESENTATION NON TECHNIQUE DE LA DEMANDE

2.2. OCCUPATION DES SOLS ET LIMITES DU SITE

La zone de la carrière autorisée comprend un vaste plan d'eau et des milieux diversifiés réaménagés sur son pourtour. Elle comprend également un secteur encore non exploité au Nord, qui correspond au secteur « plateforme » du présent projet. Par ailleurs, la partie Nord-Ouest du plan d'eau correspond au secteur « remblaiement » objet de la demande de modification de remise en état (voir la carte page suivante).

La zone de l'extension est occupée par des espaces agricoles cultivés traversés par 2 fossés. Elle a été divisée en 3 secteurs prenant le nom du lieu-dit majoritaire (voir la carte page suivante) :

- le secteur « Le Val Cordon » regroupe les parcelles les plus au Nord de cette zone ;
- le secteur « Les Longues Raies » regroupe les parcelles les plus au Sud-Ouest de la zone ;
- le secteur « La Cour du Pré » regroupe les parcelles les plus à l'Est.




La zone de la carrière autorisée est bordée (voir la carte page 14) :

- à l'Est par le chemin rural dit l'Avenue de la Seine, puis par des zones anciennement exploitées par d'autres sociétés et partiellement remblayées, aménagées en milieux naturels. Notons qu'un élevage canin, à la Muette, se trouve à environ 120 m à l'Est de l'emprise sollicitée de la carrière ;
- au Nord par la route de la Garenne, les installations de Lafarge Granulats et Colas (une partie du site accueillant les activités d'EQIOM), 2 plans d'eau, quelques habitations individuelles et le début de la zone d'activité de la Bergerie, puis la ligne ferroviaire reliant Paris-St-Lazare au Havre, et d'autres activités industrielles ainsi que des zones en friche jusqu'à la Seine ;
- à l'Ouest par le fossé n°2, un triangle boisé (parmi les compensations du site d'extraction) et la zone de l'extension projetée ;
- au Sud par un ancien site de carrière de la société Herouard, un hangar d'activité (anciennement Sainthimat), une petite zone d'activité (composée notamment d'un garage) avec quelques habitations individuelles, des zones boisées ou cultivées, puis la RD.6015.



Plan des emprises du projet

PROJET DE RENOUVELLEMENT, DE MODIFICATION DE REMISE EN ETAT ET D'EXTENSION D'UNE CARRIERE

Zone de la carrière autorisée :

-  Emprise sollicitée
-  Secteur où les conditions de remise en état seront modifiées
-  Secteur de la plateforme de transit

Zone de l'extension :

-  Emprise sollicitée
-  Emprise exploitable

0 150 300 m



Envoyé en préfecture le 21/10/2025

Reçu en préfecture le 21/10/2025

Publié le

ID : 027-200059657-20251021-D_05_21_10_2025-DE



Secteur "Le Val Cordon"

Secteur "Les Longues Raies"

Secteur "La Cour du Pré"

Secteur plateforme

Secteur remblaiement



Sources : IGN ortho, cadastre

VOLUME 1B : NOTE DE PRESENTATION NON TECHNIQUE DE LA DEMANDE

La zone de l'extension projetée est globalement encadrée (voir la carte page suivante) :

- à l'Est par, du Nord au Sud : un triangle boisé, la zone de carrière autorisée, l'ancienne carrière Herouard et une petite zone d'activité (composée notamment d'un garage), avec quelques habitations individuelles ;
- au Sud par la RD.6015, un poste de gaz et une ancienne station-service au Sud-Ouest, puis des champs cultivés et une station-service en activité de l'autre côté de la route ;
- à l'Ouest par une zone boisée compensatoire qui constitue une enclave au sein de la zone de l'extension, puis le golf de Gaillon, un centre aquatique, la RD.3616 et le bourg de Gaillon ;
- au Nord par la route de la Garenne, la zone d'activités de la Bergerie s'étendant jusqu'à la ligne ferroviaire Paris-Le Havre, et comportant un plan d'eau en son sein, en bordure de la déchetterie d'Aubevoye (commune du Val d'Hazey), le long duquel se trouvent quelques maisons individuelles.

2.3. COMPATIBILITE ET ARTICULATION DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS DE CADRAGE DU SECTEUR

Le projet de la société Lafarge Granulats est compatible avec le PLUIH de la communauté d'agglomération Seine-Eure, et respecte les dispositions des documents de planification et d'orientation suivants (voir le détail de l'analyse de la compatibilité et de l'articulation du projet avec ces documents dans le volume 4 du présent dossier) :

- le Schéma Départemental des Carrières (SDC) de l'Eure ;
- le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands 2022-2027 ;
- le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la région Normandie.

Envoyé en préfecture le 21/10/2025

Reçu en préfecture le 21/10/2025

Publié le

ID : 027-200059657-20251021-D_05_21_10_2025-DE

S²LO

Occupation du sol

PROJET DE RENOUVELLEMENT, DE MODIFICATION DE REMISE EN ETAT ET
D'EXTENSION D'UNE CARRIERE

- | | |
|---|--|
|  Zone de la carrière autorisée |  Route départementale |
|  Zone de l'extension |  Voirie locale |
|  Fossé |  Voie ferrée |
|  Surface en eau | |



Occupation actuelle des terrains sur la zone de la carrière autorisée



Vue sur le secteur « remblaiement » au loin (derrière l'île) depuis le centre-nord de la zone de la carrière



Vue sur le secteur « plateforme » depuis l'entrée actuelle de la carrière autorisée (au nord de la zone)



Vue sur le secteur « remblaiement » (depuis le nord-est du secteur, au niveau du secteur « plateforme »)

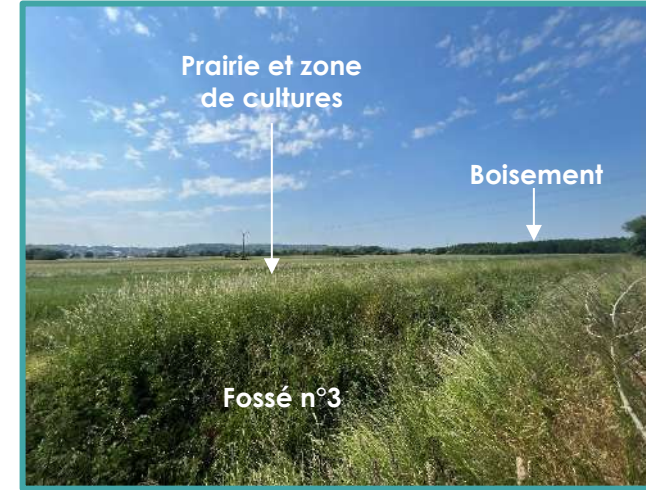


Vue du secteur « remblaiement » (depuis le sud-est du secteur)

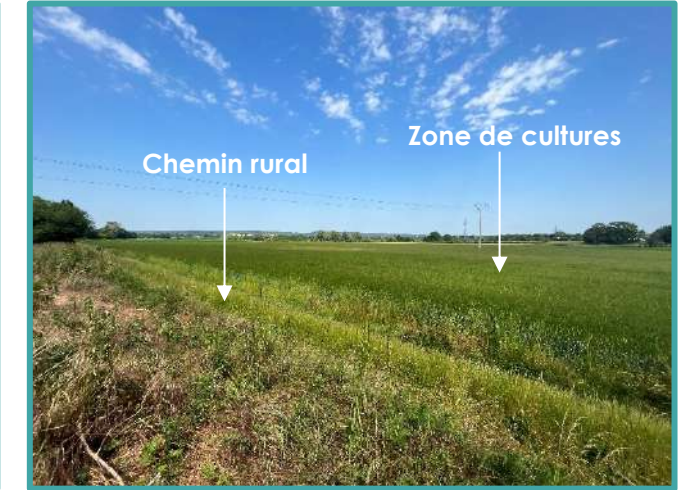


Vue du secteur « remblaiement » (depuis l'ouest du secteur)

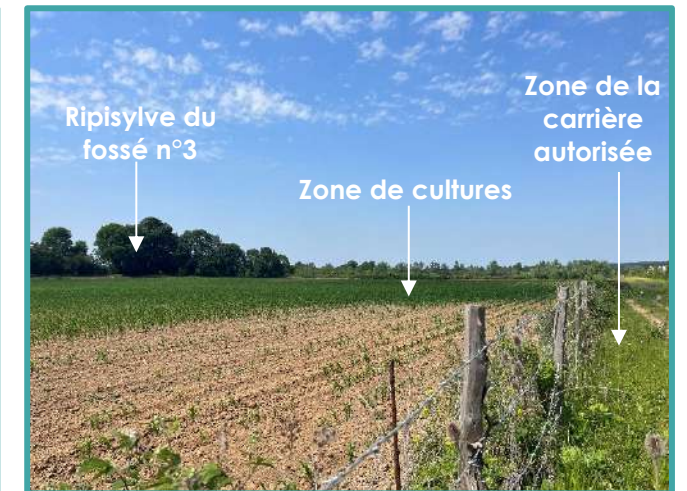
Occupation actuelle des terrains sur la zone de l'extension



Panorama de part et d'autre du fossé n°3 : à gauche, vue sur le secteur « Les Longues Raies » et à droite, sur le secteur « La Cour du Pré » (vue depuis le fossé n°3, en direction du nord)



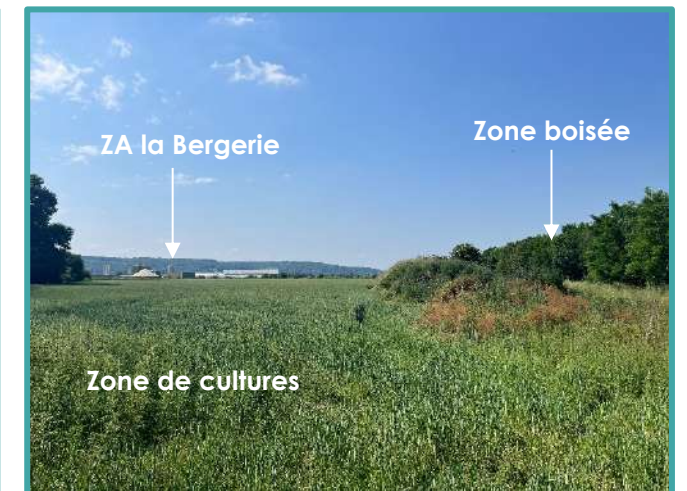
Vue sur le secteur « Les Longues Raies » (depuis le nord-est du secteur, au niveau du fossé n°3)



Vue sur le secteur « La Cour du Pré » (depuis le nord-est du secteur, au niveau de la zone de la carrière autorisée)



Vue sur le secteur « Le Val Cordon » depuis le sud-est du secteur



Vue sur le secteur « Le Val Cordon » depuis le sud-est du secteur

Plan parcellaire du projet

PROJET DE RENOUVELLEMENT, DE MODIFICATION DE REMISE EN ÉTAT ET D'EXTENSION D'UNE CARRIÈRE

- Limites parcellaires
- Routes départementales
- Voirie locale
- Ligne ferroviaire
- Fossé

- Secteur où les conditions de remise en état seront modifiées
- Secteur de la plateforme de transit

Zone de l'extension :

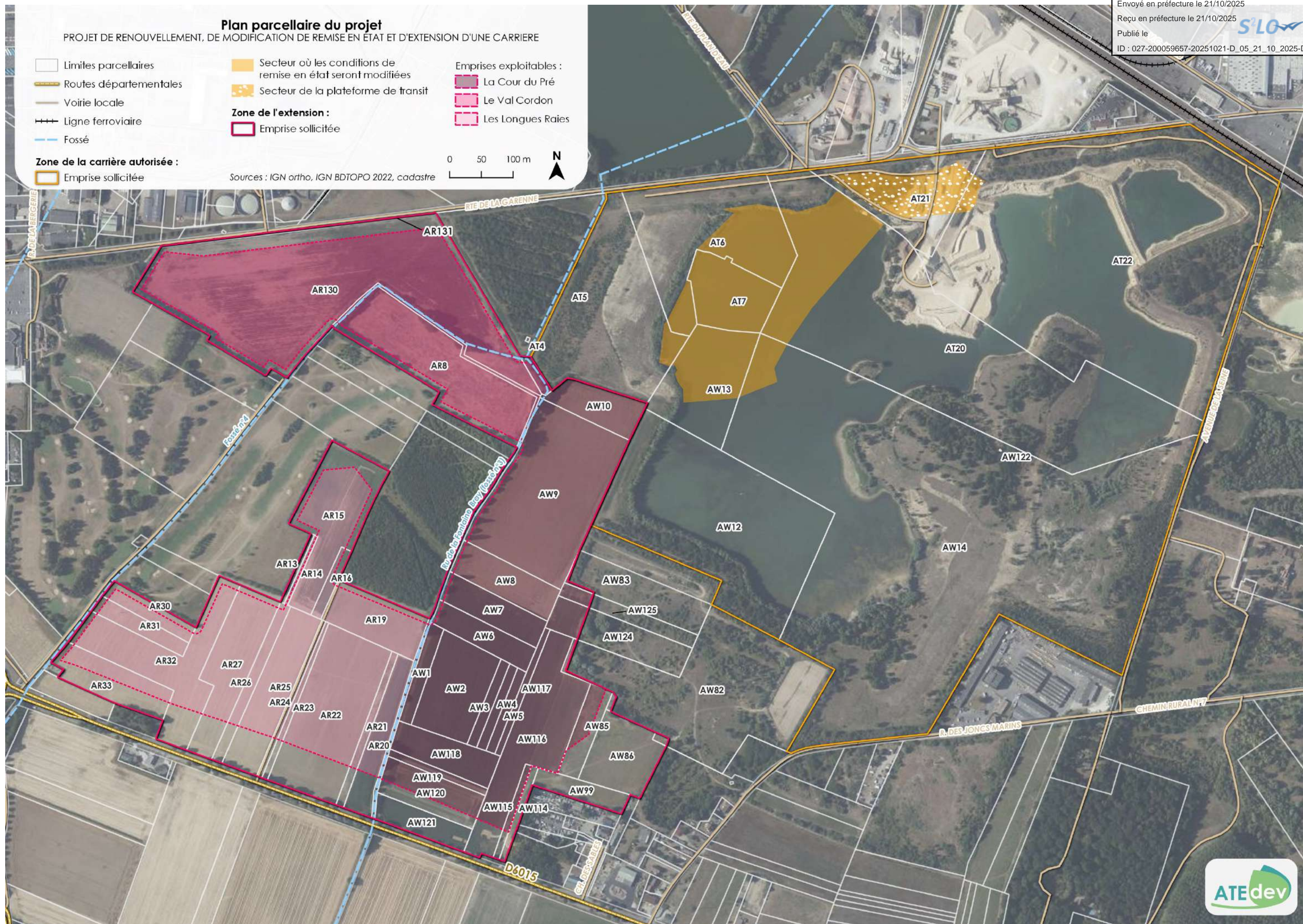
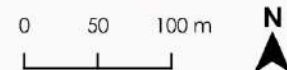
- Emprise sollicitée

- Emprises exploitables :
- La Cour du Pré
 - Le Val Cordon
 - Les Longues Raies

Zone de la carrière autorisée :

- Emprise sollicitée

Sources : IGN ortho, IGN BDTOPO 2022, cadastre



3. Surfaces et volumes des activités

3.1. PARCELLES CONCERNÉES ET SUPERFICIES DU PROJET

La carte page précédente illustre les parcelles concernées par le projet.

La demande d'autorisation de renouvellement de la carrière de Gaillon porte sur une superficie sollicitée de 78 ha 70 a 45 ca, dont 1 ha 34 a 91 ca restent à exploiter (secteur « plateforme ») et 6 ha 34 a 62 ca sont concernés par la modification de remise en état (secteur « remblaiement »).

La demande d'autorisation d'extension de la carrière de Gaillon porte sur une superficie sollicitée de 46 ha 26 a 66 ca, dont 35 ha 80 a 30 ca exploitables.

TABLEAU RÉCAPITULATIF			
Zone	Surface sollicitée (en m²)	Surface exploitable ou restant à exploiter (en m²)	Surface avec modification de la remise en état (en m²)
Carrière autorisée (renouvellement)	787 045	13 491	63 462
Extension	462 666	358 030	/
TOTAL	1 249 711	371 521	63 462

Les emprises exploitables au droit de la zone d'extensions tiennent compte de :

- la distance de retrait de 10 m vis-à-vis de la grande majorité des limites du périmètre sollicité, conformément à l'article 14.1 de l'arrêté du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières,
- d'un recul d'au moins 24 m par rapport à la limite Nord du secteur « Le Val Cordon » et de la route de la Garenne,
- d'un recul compris entre 20 et 45 m par rapport à la limite Nord de la parcelle AR15, en raison d'une épaisseur de gisement exploitable trop faible voire inexistante ;
- d'un recul compris entre 60 et 70 m par rapport à la RD.6015 au Sud (incluant un recul d'au moins 10 m par rapport à la canalisation de gaz traversant les terrains),

VOLUME 1B : NOTE DE PRESENTATION NON TECHNIQUE DE LA DEMANDE

- de l'évitement d'une zone à enjeu écologique assez fort, localisée au Sud-Est du secteur de la Cour du Pré.

La société Lafarge Granulats demande ponctuellement une dérogation à l'article 14.1 de l'arrêté du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières, pour pouvoir exploiter la bande de 10 m en limite de l'ancienne carrière Hérouard, remblayée partiellement et à un niveau topographique inférieur aux terrains de l'extension. Cette dérogation a pour double objectif une exploitation rationnelle du gisement et une meilleure intégration paysagère finale (en évitant de laisser une bande de 10 m inexploitée et surélevée entre l'ancienne carrière Hérouard et l'extension de carrière de Lafarge Granulats).

Par ailleurs, la société Lafarge Granulats sollicite également une dérogation au dernier alinéa de l'article 11.2 de l'arrêté du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières, afin de pouvoir exploiter et renaturer le ru de la Fontaine Bray qui traverse les terrains de l'extension à l'Est et qui ne présente actuellement aucun intérêt écologique particulier. Rappelons que cet article stipule qu'une distance de recul d'au moins 10 m doit être prise entre les limites de l'extraction et les limites du lit mineur de cours d'eau ayant un lit mineur inférieure à 7,50 mètres de largeur.

N.B. : Les fossés n°3 et n°4 ont respectivement les noms de « Ruisseau du Pont Maillot » et « Ruisseau de la petite rue » au cadastre, et les noms de « Ru de la Fontaine Bray » et « Fossé n°4 » selon la DDTM. Le nom de « ru du bois des Grammonts » est également connu pour le fossé n°4, d'après la CASE. Nous avons retenu dans le présent dossier les noms attribués par la DDTM.

3.2. CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION

	Secteur « Le Val Cordon »	Secteur « Les Longues Raies »	Secteur « La Cour du Pré »	Secteur plateforme	Total / Moyenne
Caractéristiques en surface					
Surface sollicitée	11 ha 92 a 77 ca	16 ha 00 a 48 ca	18 ha 33 a 41 ca	78 ha 70 a 45 ca	124 ha 97 a 11 ca
Surface exploitée	9 ha 82 a 91 ca	11 ha 34 a 68 ca	14 ha 62 a 71 ca	1 ha 34 a 91 ca	37 ha 15 a 21 ca
Caractéristiques en exploitabilité					
Épaisseur moyenne des terres de découverte	1,10 m	2,60 m	2,50 m	2,1 m	2,1 m
Dont terre végétale	0,50 m	0,50 m	0,50 m	0,50 m	0,50 m
Volume moyen des terres de découverte	104 000 m ³	287 000 m ³	386 000 m ³	9 500 m ³	786 500 m ³
Dont terre végétale	49 100 m ³	56 700 m ³	73 100 m ³	2 250 m ³	181 150 m ³
Épaisseur moyenne du gisement	8,20 m	6,5 m	5,0 m	10,6 m	6,7 m



VOLUME 1b : NOTE DE PRESENTATION NON TECHNIQUE DE LA DEMANDE

Volume moyen exploitable	781 200 m³	733 000 m³	726 300 m³	143 000 m³	2 383 500 m³
Tonnage extrait (densité : 1,6 à 1,7)	1 046 000 t	1 246 000 t	1 235 000 t	243 000 t	3 770 000 t
Rythme d'extraction moyen	250 000 t/an				
Rythme d'extraction maximal	400 000 t/an				
Cote de fond de fouille					
Cote minimale de fond de fouille	4,8 m NGF	4,8 m NGF	6,5 m NGF	4,3 m NGF (AP : 3 m NGF)	

VOLUME 1b : NOTE DE PRESENTATION NON TECHNIQUE DE LA DEMANDE

4. Modalités de fonctionnement

4.1. DUREE D'EXPLOITATION

La durée d'autorisation sollicitée est de 25 ans (voir le calendrier prévisionnel suivant), dont :

- 1 année de travaux préalables,
- 19 années d'extraction du gisement sur la zone de l'extension projetée et le secteur « plateforme » de la zone de carrière déjà autorisée, avec en parallèle le remplissage des bassins de décantation sur le secteur « remblaiement » de la zone de la carrière autorisée, ainsi que le remblaiement partiel des terrains exploités de la zone de l'extension,
- 5 années dédiées à l'achèvement du remblaiement et de la remise en état du site.

4.2. PERSONNEL ET HORAIRES DE FONCTIONNEMENT

La carrière sera en fonctionnement du lundi au vendredi dans la plage horaire de 7h – 20h (comprise dans la période diurne définie par l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées). Des opérations de maintenance ponctuelle auront lieu le samedi, dans la même plage horaire. Le dimanche et les jours fériés, il n'y aura aucune activité.

VOLUME 1B : NOTE DE PRESENTATION NON TECHNIQUE DE LA DEMANDE

CALENDRIER PREVISIONNEL

Le tableau suivant présente un calendrier prévisionnel de l'exploitation, du remblaiement et du réaménagement des terrains, ainsi que des travaux annexes à prévoir (travaux préalables, aménagements paysagers et déplacements des réseaux présents sur le site). Les années figurant dans ce calendrier sont données à titre indicatif, et pourront être amenées à être décalées, notamment selon la date de délivrance de l'AP d'autorisation.

	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049
Travaux préalables : bornage et clôture des terrains de l'extension, traitement paysager en limite de la zone de l'extension, mise en place de la piste interne et des tapis convoyeurs	X			X				X					X												
Exploitation de la zone de l'extension et du secteur « plateforme » de la zone de la carrière autorisée		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X					
Autres aménagements paysagers		X	X																						
Déplacement de la ligne électrique				X																					
Déplacement de la canalisation d'eau					X																				
Remblaiement partiel coordonné des terrains exploités sur la zone de l'extension et sur le secteur « plateforme » de la carrière actuelle				X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X				
Remplissage des bassins de décantation sur le secteur « remblaiement » de la carrière actuelle		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X					
Finalisation de la remise en état																						X	X	X	X

VOLUME 1B : NOTE DE PRESENTATION NON TECHNIQUE DE LA DEMANDE

4.3. ACCES AU SITE

La zone de la carrière autorisée est actuellement accessible aux véhicules légers et aux poids-lourds à partir de la route de la Garenne, via une entrée aménagée à cet effet. Cette entrée fait face à celle menant à l'installation de traitement du pétitionnaire, de l'autre côté de la route. De cette façon, les véhicules et engins devant faire des allers-retours entre l'installation et la carrière peuvent simplement traverser la route, qui est d'ores et déjà aménagée et signalisée à cet effet.



Entrée de la carrière autorisée par l'AP du 15 mai 2008 depuis la route de la Garenne

Concernant la zone de l'extension, cette dernière sera accessible depuis la zone de la carrière autorisée. Une piste de roulement sera aménagée et permettra d'atteindre l'ensemble des trois secteurs de l'extension projetée.

Précisons qu'il n'y aura aucune circulation de camions ou d'engins sur les zones déjà réaménagées de la carrière actuelle.

VOLUME 1b : NOTE DE PRESENTATION NON TECHNIQUE DE LA DEMANDE

5. Procédés d'exploitation et de remise en état

5.1. LISTE DES OPERATIONS EFFECTUEES

La carrière sera exploitée à ciel ouvert, en eau (sans rabattement de nappe), et sans utilisation d'explosifs. L'exploitation comportera les opérations successives et coordonnées suivantes :

- **aménagements préliminaires** : bornage et clôture des terrains de l'extension, aménagement de pistes pour l'accès aux secteurs d'exploitation et de remblaiement, mise en place de convoyeurs, premiers aménagements paysagers ;
- **décapage** sélectif de la découverte (terre végétale et stériles), et stockage provisoire ou utilisation simultanée pour la remise en état (après diagnostic voire fouilles archéologiques selon les prescriptions) ;
- **extraction** du gisement, d'abord à sec puis en eau ;
- **acheminement des matériaux extraits** par bandes transporteuses jusqu'à l'installation de traitement voisine de la société Lafarge Granulats ;
- **remise en état** des lieux de façon coordonnée avec les terres de découverte, les fines de lavage issues de l'installation de traitement voisine du pétitionnaire, des fines issues d'autres installations du pétitionnaire et des matériaux inertes extérieurs issus de chantiers de terrassement.

5.2. DETAILS CONCERNANT LE DECAPAGE DES TERRES DE DECOUVERTE

Le décapage sera effectué par tranches successives à l'aide d'une pelle hydraulique travaillant « en rétro ». Il sera réalisé de manière sélective, en séparant la terre arable et les stériles. Des tombereaux achemineront les terres végétales jusqu'aux bandes périphériques inexploitable, où elles seront stockées sous forme de merlons en attendant leur réutilisation dans le cadre de la remise en état. La terre végétale stockée sera en effet régalande au fur et à mesure sur les terrains remblayés.

Les stériles seront quant à eux réutilisés au fur et à mesure dans le cadre de la remise en état. Seuls ceux décapés au cours de la phase 1 d'exploitation devront être stockés provisoirement en périphérie d'exploitation ou sur des terrains non encore décapés (stocks de 5 m de haut maximum), en attendant de pouvoir être réutilisés.

5.3. DETAILS CONCERNANT L'EXTRACTION DU GISEMENT

L'extraction, que ce soit sur la zone de l'extension ou au droit du secteur « plateforme » de la zone de la carrière autorisée, sera réalisée à ciel ouvert. La nappe phréatique se situant à quelques mètres de la surface topographique, l'extraction sera conduite dans un premier temps hors d'eau à la pelle hydraulique puis en eau à l'aide d'une dragline.

Les matériaux ainsi extraits seront stockés temporairement en bordure d'extraction afin d'y subir un pré-égouttage. Ils seront ensuite repris par une chargeuse sur pneu afin d'être déversés, via une trémie, sur les convoyeurs permettant d'acheminer le gisement brut extrait jusqu'à l'installation de traitement voisine du pétitionnaire.

L'exploitation du gisement se déroulera en 19 phases annuelles selon le plan en page suivante. L'exploitation commencera sur le secteur du Val Cordon, où elle s'effectuera selon un sens général d'Ouest en Est (en 5 phases).

Elle se poursuivra sur le secteur des Longues Raies, où elle s'effectuera selon le même sens (en 6 phases), et continuera sur le secteur de la Cour du Pré, où elle s'effectuera selon un sens général du Sud au Nord (en 6 phases). Une dernière phase sera exploitée au droit du secteur du Val Cordon (après démantèlement de la piste et du tapis qui auront été mis en place sur cette phase), pour enfin terminer avec l'exploitation du secteur de la plateforme de transit situé au droit de la zone de la carrière autorisée (1 phase).

Phasage d'extraction

PROJET DE RENOUVELLEMENT, DE MODIFICATION DE REMISE EN
ÉTAT ET D'EXTENSION D'UNE CARRIÈRE

- Zone de l'extension
- Emprise exploitable de l'extension
- Zone de la carrière autorisée



0 75 150 m

Source : IGN orthophotos 2022



Phases
d'extraction :

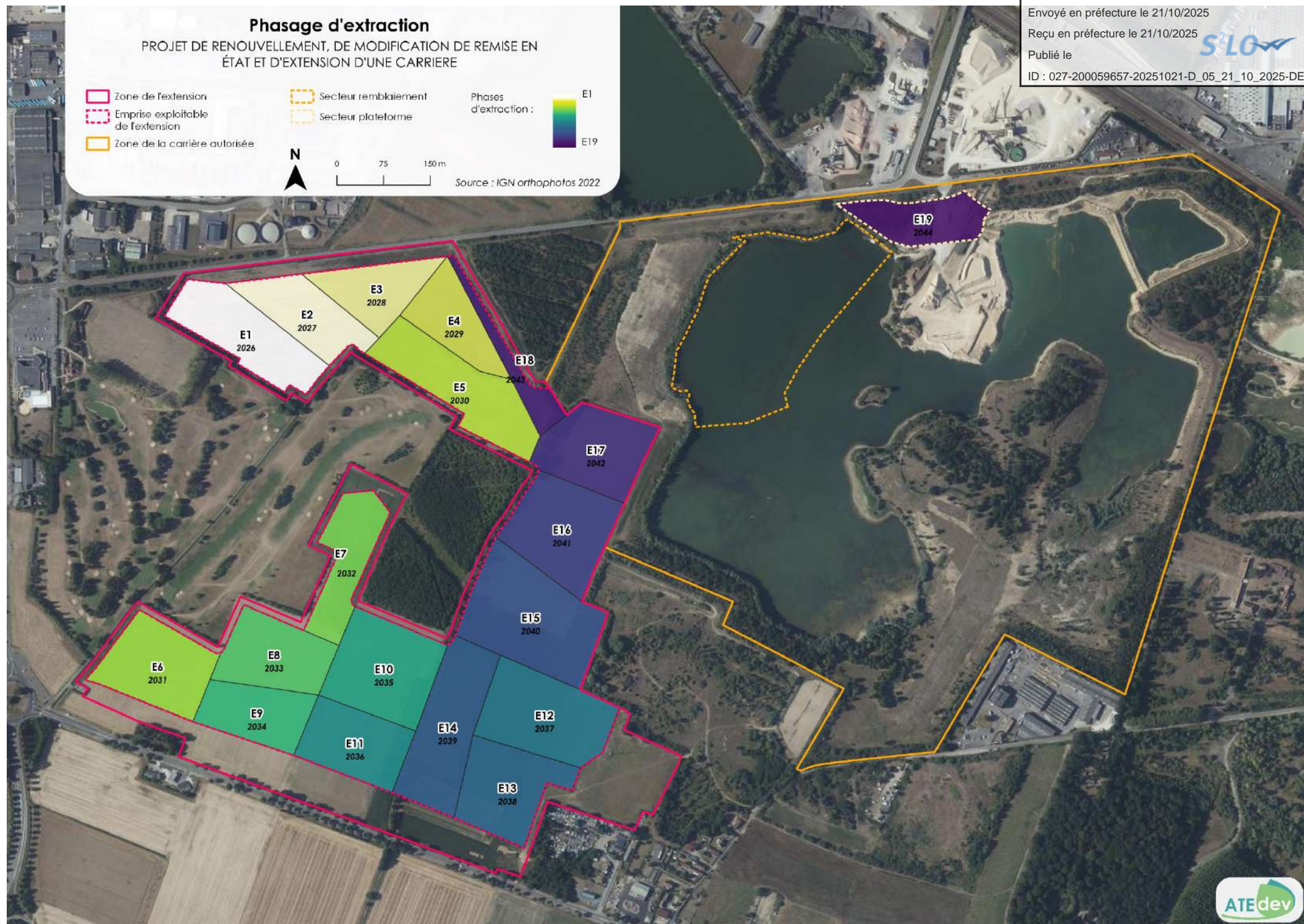


Envoyé en préfecture le 21/10/2025

Reçu en préfecture le 21/10/2025

Publié le

ID : 027-200059657-20251021-D_05_21_10_2025-DE



VOLUME 1B : NOTE DE PRESENTATION NON TECHNIQUE DE LA DEMANDE

L'exploitation de la zone de l'extension commencera ainsi par le secteur le plus proche du golf (à l'Ouest du Val Cordon), afin de reconstituer le plus rapidement possible ces terrains qui seront remblayés et s'inscriront dans l'extension du golf. L'exploitation au niveau de ce secteur se rapprochera ensuite progressivement de l'installation, en démantelant la piste et le tapis au fur et à mesure.

Au niveau des deux autres secteurs de l'extension, l'exploitation se déroulera globalement de façon d'une part à se rapprocher progressivement de l'installation (en démantelant la piste et le tapis au fur et à mesure), et d'autre part à exploiter en priorité les phases qui nécessitent l'apport de remblais extérieurs inertes pour leur remise en état.

Pour chaque phase, auront lieu les opérations successives de décapage sélectif des terres de découverte, d'extraction du gisement et de remise en état.

Dès que l'extraction sera en cours d'achèvement sur une phase n, le décapage commencera sur la phase suivante (n+1). De même, la remise en état des terrains se fera au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation et de l'apport de matériaux de remblais. En fonction des besoins, variables selon les phases, le remblayage d'une phase peut prendre entre 0,5 et 2 ans, sans compter les éventuels délais supplémentaires liés à l'approvisionnement en matériaux.

5.4. DETAILS CONCERNANT L'ACHEMINEMENT DES MATERIAUX

A/ Acheminement des matériaux extraits

Les matériaux extraits sur les différents secteurs d'exploitation seront acheminés jusqu'à l'installation de traitement voisine de la société pétitionnaire par tapis convoyeurs.

Les bandes transporteuses seront mises en place selon le tracé figurant sur la carte en page suivante.

Elles traverseront la route de la Garenne, séparant l'installation de la carrière, via un passage souterrain déjà aménagé. Elles devront également traverser, sur la zone de l'extension, le fossé de la Fontaine Bray (ou fossé n°3) et le fossé n°4 via 2 passages aériens déjà existants à renforcer et 1 troisième passage aérien à aménager.

Accès aux terrains et acheminement des matériaux

PROJET DE RENOUVELLEMENT, DE MODIFICATION DE REMISE EN ETAT ET D'EXTENSION D'UNE CARRIERE

- | | | | |
|---------------------------|--------------------------------|---|---|
| Limites communales | Les Longues Roies | Quai Brangeon | Franchissement de ru |
| Zone de l'extension | Zone de la carrière autorisée: | Trajet des camions entre le quai et le secteur plateforme | Passage souterrain |
| Secteurs de l'extension : | | Piste de roulement | Traversée de la route de la Garenne par les engins et véhicules |
| La Cour du Pré | Secteur remblaiement | Tapis convoyeur | |
| Le Val Cordon | Installation de traitement | Canalisation pour les fines de lavage | |

Sources : IGN scan25, cadastre.gouv



Envoyé en préfecture le 21/10/2025

Reçu en préfecture le 21/10/2025

Publié le

ID : 027-200059657-20251021-D_05_21_10_2025-DE

S2LO

chemin du halage
Route de la Grande allée

RD 316

Route de la Garenne

Franchissements
existants

RD 6015

Franchissement
à créer

VOLUME 1B : NOTE DE PRESENTATION NON TECHNIQUE DE LA DEMANDE

B/ Acheminement des matériaux de remblai

La plupart des terrains visés par l'extension, ainsi que les secteurs « remblaiement » et « plateforme » de l'emprise actuellement autorisée, seront remblayés de manière partielle ou totale (jusqu'au TN initial). Les matériaux suivants seront utilisés, en plus des terres de découverte :

- des déchets extérieurs inertes provenant directement de chantiers de terrassement régionaux et franciliens, ainsi qu'indirectement de sociétés qui assurent le traitement de déchets pour les rendre inertes (comme la société REMEA à Gaillon), pour la constitution des digues de délimitation des bassins de décantation sur le secteur « remblaiement » de la zone de carrière autorisée, et pour le remblaiement des zones à vocation agricole et d'extension du golf localisées au sein de la zone de l'extension de carrière ;
- des fines de lavage issues d'autres installations de la société Lafarge Granulats que celle de Gaillon (notamment celle de Bernières-sur-Seine) pour le réaménagement du secteur « plateforme » de la carrière autorisée et des parcelles à vocation écologique dans l'emprise de la zone de l'extension ;
- les fines de décantation provenant du traitement des matériaux extraits sur l'installation voisine pour le remblaiement du secteur « remblaiement » de la zone de carrière autorisée.

En ce qui concerne les matériaux issus de chantiers de terrassement, ils seront acheminés par voie fluviale jusqu'au quai de la société Brangeon, et seront ensuite transportés par camions jusqu'à l'installation de traitement du pétitionnaire, en empruntant la route de la Grande allée puis la route de la Garenne (voir la carte page précédente). Une fois acheminés et contrôlés sur le site de l'installation de traitement, les matériaux seront transportés par tombereaux sur le site de carrière, jusqu'à la zone à remblayer. Les tombereaux n'auront qu'à traverser la route de la Garenne, l'entrée du site de la carrière autorisée faisant face à l'entrée de l'installation.

Un apport d'environ 1 100 000 t de matériaux extérieurs inertes est prévu sur une durée de remblaiement des phases concernées de 11 ans, à un rythme de 50 000 t/an. Ces apports se feront par voie fluviale, et engendreront un trafic d'environ 2 à 3 convois fluviaux par mois et d'environ 8 rotations de camions par jour.

Des apports ponctuels de matériaux provenant de chantiers locaux seront également possibles par voie routière. Ce mode d'acheminement ne représentera toutefois qu'une part non significative des apports.

En ce qui concerne les fines de lavage qui seront issues d'autres installations du pétitionnaire, elles seront acheminées de façon privilégiée par voie fluviale, puis par camions depuis le quai, en suivant le même trajet que les matériaux franciliens. Si l'acheminement par voie fluviale n'est pas possible, il se fera intégralement par voie routière en empruntant la RD.316 en provenance de la commune de Courcelles-sur-Seine, puis : soit la rue de Jean de Becker Rémy au niveau de la gare après le pont (cette rue traverse la ZA de la Bergerie et longe la voie ferrée Paris – Le Havre) puis la route de la Garenne, soit la route de la Garenne au niveau du rond-point qui mène également au centre aquatique et au golf.

VOLUME 1B : NOTE DE PRESENTATION NON TECHNIQUE DE LA DEMANDE

On estime qu'un apport d'environ 2 000 000 t de fines issues d'autres installations pourra être nécessaire, à un rythme de 100 000 t/an. Le pétitionnaire favorisera le transport fluvial pour ce flux. Ces apports représenteront environ 5 convois fluviaux par mois. Cependant, en cas d'indisponibilité de ce mode de transport, le pétitionnaire pourra utiliser le transport routier. Dans ce cas, 16 rotations de camions par jour seraient nécessaires.

Enfin, concernant les fines de lavage issues de l'installation voisine du pétitionnaire, elles seront acheminées jusqu'aux nouveaux bassins de décantation qui seront créés au droit de la zone de la carrière autorisée par une canalisation qui sera mise en place à cet effet.

5.5. DETAILS CONCERNANT LA REMISE EN ETAT DES TERRAINS

A/ Objectifs de la remise en état

Au droit de la carrière actuelle

La remise en état en vigueur au niveau de la carrière actuelle est celle figurant dans l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 15 mai 2008 modifié par l'APC du 27 juin 2011. Celui-ci prévoit :

- la création d'un plan d'eau,
- des prairies humides,
- des boisements,
- en partie Ouest : un milieu de transition entre les milieux aquatique et terrestre avec une vocation d'accueil du public,
- en partie Sud-Est : une zone à vocation écologique où l'accueil du public ne sera pas favorisé avec notamment la présence de pelouses acidophiles et de prés maigres.

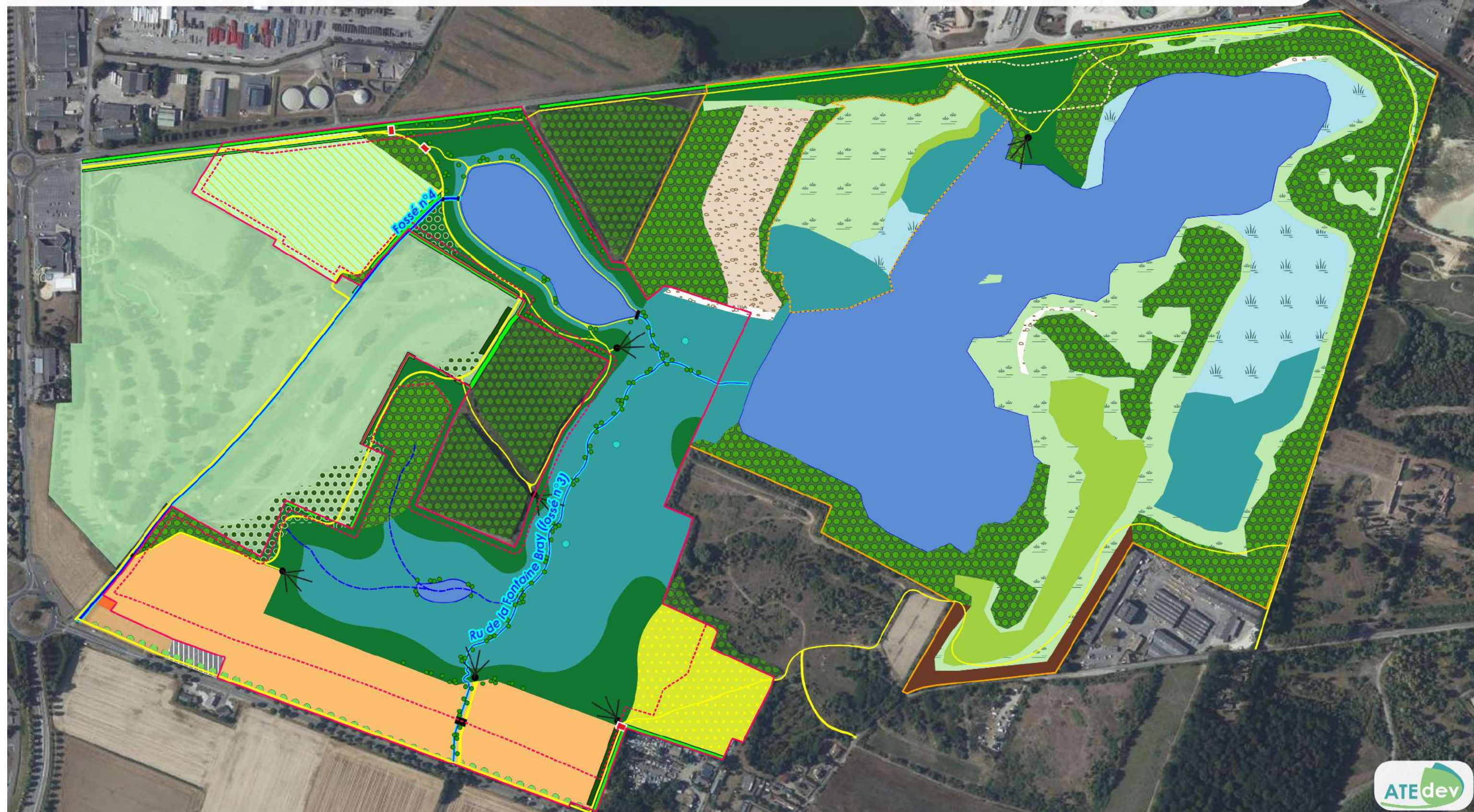
À ce jour, les travaux de remise en état de ce site de carrière sont presque achevés : globalement, seule reste encore à exploiter puis remettre en état la zone au niveau de l'entrée du site, au Nord, et qui correspondra au secteur « plateforme » du présent projet.

La modification de la remise en état prévue au droit de la zone de la carrière autorisée concerne la partie Nord-Ouest du plan d'eau (secteur « remblaiement »). Cette dernière sera partiellement remblayée avec les fines de lavage issues de l'installation voisine, afin de créer des milieux à vocation écologique adaptés aux potentialités offertes par ce secteur riche d'un point de vue biodiversité (voir la carte en page suivante).

Projet de remise en état

PROJET DE RENOUVELLEMENT, DE MODIFICATION DE REMISE EN ETAT ET D'EXTENSION D'UNE CARRIERE

Envoyé en préfecture le 21/10/2025
Reçu en préfecture le 21/10/2025
Publié le
ID : 027-200059657-20251021-D_05_21_10_2025-DE



VOLUME 1B : NOTE DE PRÉSENTATION NON TECHNIQUE DE LA DEMANDE

La nouvelle proposition de réaménagement des terrains a tenu compte d'une part des besoins d'accueil des fines issues du lavage du gisement extrait sur la zone de l'extension, et d'autre part des préconisations de la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) et du Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) de Normandie, auxquels la société Lafarge Granulats s'est liée au travers d'une convention de gestion, ainsi que des préconisations du bureau d'études en écologie Écosphère qui a été missionné pour réaliser le volet naturel de l'étude d'impact du présent dossier.

Au droit de la zone de l'extension

Le projet de remise en état proposé au droit de la zone de l'extension est le résultat d'une concertation de la société Lafarge Granulats avec les propriétaires et ayants droits, les élus, l'agglomération, la DREAL et les bureaux d'études intervenant dans le projet (généraliste, écologie, hydrogéologie, hydraulique et paysage).

La remise en état proposée a été élaborée en prenant en compte notamment :

- le contexte environnemental, paysager et humain du site et des alentours (défini dans l'étude d'impact, volume 2a du dossier),
- les contraintes techniques liées à l'exploitation, qui conditionnent la modalité d'extraction en eau, la profondeur de l'excavation et la quantité de matériaux disponibles pour la remise en état,
- les dispositions et orientations définies par le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUiH) de la communauté d'agglomération Seine-Eure, le Schéma Départemental des Carrières (SDC) de l'Eure, et le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE),
- le statut initial des terrains et l'usage souhaité par les propriétaires et ayants-droits (autre que la société Lafarge Granulats), qui ont déterminé notamment le maintien d'une partie du site à vocation agricole, ainsi que la création d'un plan d'eau de pêche,
- les préconisations spécifiques concernant l'écologie, le paysage, l'hydraulique, l'hydrogéologie et l'acoustique,
- la nécessité de mise en place de mesures d'évitement et de compensation au titre du code de l'environnement, à la fois d'un point de vue écologique et paysager,
- la volonté de restituer un site à haute plus-value environnementale, afin de s'inscrire à long terme dans un projet d'extension de la zone Natura 2000 voisine,
- la nécessité de pérennisation du site réaménagé en anticipant sa gestion et son entretien futur.

La remise en état prévue conduira à une reconversion de la majeure partie des terrains, aujourd'hui en cultures, en des milieux à vocation écologique et de loisirs (golf, pêche, écotourisme). Certaines zones conserveront leur vocation agricole initiale (voir carte en page précédente).

VOLUME 1B : NOTE DE PRESENTATION NON TECHNIQUE DE LA DEMANDE

Plus précisément :

- sur le secteur du Val Cordon : la remise en état prévue consiste à laisser sur la partie Est un plan d'eau résiduel à vocation de pêche d'environ 2,4 ha, qui sera alimenté par le fossé n°4 (dont le tracé aura été modifié), et qui sera entouré par une zone remblayée en pente douce permettant la création de zones de hauts fonds et d'une mosaïque de milieux humides. À l'Ouest s'étendra une prairie ainsi que l'extension du golf de Gaillon.
- sur le secteur des Longues Raies : la partie Sud/Sud-Ouest sera restituée à sa vocation agricole d'origine (remblaiement jusqu'au TN). La partie Nord/Nord-Est sera partiellement remblayée afin de créer des mosaïques de milieux humides. La bordure Nord/Nord-Ouest de ce secteur correspondra à une zone prairiale.
- sur le secteur de la Cour du Pré : la partie Ouest sera occupée par le fossé n°3, dont le tracé sera également modifié, qui rejoindra au Nord le fossé n°4 pour alimenter le plan d'eau de la zone de la carrière autorisée. La partie Sud/Sud-Ouest sera restituée à sa vocation agricole d'origine (remblaiement jusqu'au TN), et la partie Nord/Nord-Est correspondra à des milieux humides diversifiés. En bordure Est, rappelons que 1,6 ha ne seront pas exploités en raison de l'évitement d'espèces végétales à enjeu moyen à assez fort et d'une zone humide. Cette zone sera entretenue en pelouse. Notons enfin qu'une plage à Œdicnème criard sera également aménagée au Nord-Est.

B/ Apport de matériaux extérieurs inertes

Comme précisé au paragraphe 5.4.B, un apport de matériaux extérieurs inertes sera nécessaire dans le cadre de la remise en état du site, pour compléter la découverte disponible, afin de réaliser la remise en état prévue. L'ensemble de ces matériaux seront constitués de produits inertes non susceptibles de porter atteinte à la qualité des sols et des eaux souterraines et superficielles.

Les fines de lavage produites sur l'installation voisine du pétitionnaire lors du traitement des matériaux extraits sur la carrière, et qui seront utilisées pour remblayer le secteur « remblaiement » de la carrière autorisée, sont considérées comme des déchets inertes d'extraction internes.

Les fines de lavage issues d'autres installations du pétitionnaire, qui seront utilisées pour le remblaiement partiel des secteurs à vocation écologique de la zone de l'extension et pour le réaménagement du secteur « plateforme » de la carrière autorisée, sont des déchets d'extraction externes inertes considérées comme inertes d'après la circulaire du 22 août 2011 relative à la définition des déchets inertes pour l'industrie des carrières.

VOLUME 1B : NOTE DE PRESENTATION NON TECHNIQUE DE LA DEMANDE

Les déchets issus de chantiers de terrassement, qui seront utilisés pour le remblaiement total des secteurs de la zone de l'extension à vocation agricole et d'extension du golf, ainsi que pour la constitution des digues de délimitation des bassins de décantation sur le secteur « remblaiement » de la zone de la carrière autorisée, respecteront les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014. Ils feront l'objet d'une procédure d'admission et de traçabilité mise en place par le pétitionnaire et conforme à la réglementation, comprenant notamment une procédure d'acceptation préalable, des contrôles au niveau de l'installation voisine où ils seront réceptionnés, un registre d'admission et de refus.

C/ Principe de remise en état coordonnée à l'exploitation

Les opérations de remise en état se dérouleront de façon coordonnée à l'extraction dans la mesure du possible.

Le remblayage des terrains dépendra néanmoins de la disponibilité et du rythme d'apport des matériaux extérieurs inertes. C'est la raison pour laquelle la société sollicite une durée totale (25 ans) plus longue que l'extraction elle-même (19 ans). Selon les secteurs à remettre en état et les volumes à remblayer associés, on compte entre 6 mois et 2 ans pour la réalisation du remblaiement d'une phase déjà exploitée (voir la carte en page suivante), sans compter les éventuels délais supplémentaires liés à l'approvisionnement en matériaux. Au vu des volumes traités et des surfaces exploitées, le pétitionnaire sollicite 5 années à la fin de l'extraction du gisement pour finaliser la remise en état.

D/ Reconstitution des terrains et topographie finale dans la zone d'extension

Comme déjà indiqué précédemment, il est prévu de remblayer la zone d'extension du golf (à l'Ouest du Val Cordon) et les zones à vocation agricole (partie Sud/Sud-Ouest des Longues Raies et de La Cour du Pré) jusqu'au TN initial (environ 15-16 m NGF).

Le reste des terrains (excepté le plan d'eau de pêche et la mare, qui resteront en eau) seront remblayés à un niveau inférieur, en aménageant dans la mesure du possible des pentes relativement douces, afin de passer progressivement de milieux mésophiles à des milieux humides (inférieurs à 12 m NGF).

Phasage de remblaiement après exploitation et décantation

PROJET DE RENOUVELLEMENT, DE MODIFICATION DE REMISE EN ÉTAT ET D'EXTENSION D'UNE CARRIÈRE

- Zone de l'extension
- Emprise exploitable
- Zone de la carrière autorisée
- Secteur plateforme
- Secteur remblaiement

Bassins de décantation des fines de lavage issues de l'installation de Gaillon :

- D1
- D2

Phases de remblaiement total ou partiel :



Matériaux employés pour le remblaiement :

- Découverte décapée in situ et potentiellement fines de lavage issues d'autres installations
- Inertes extérieurs



Source : IGN orthophotos 2022

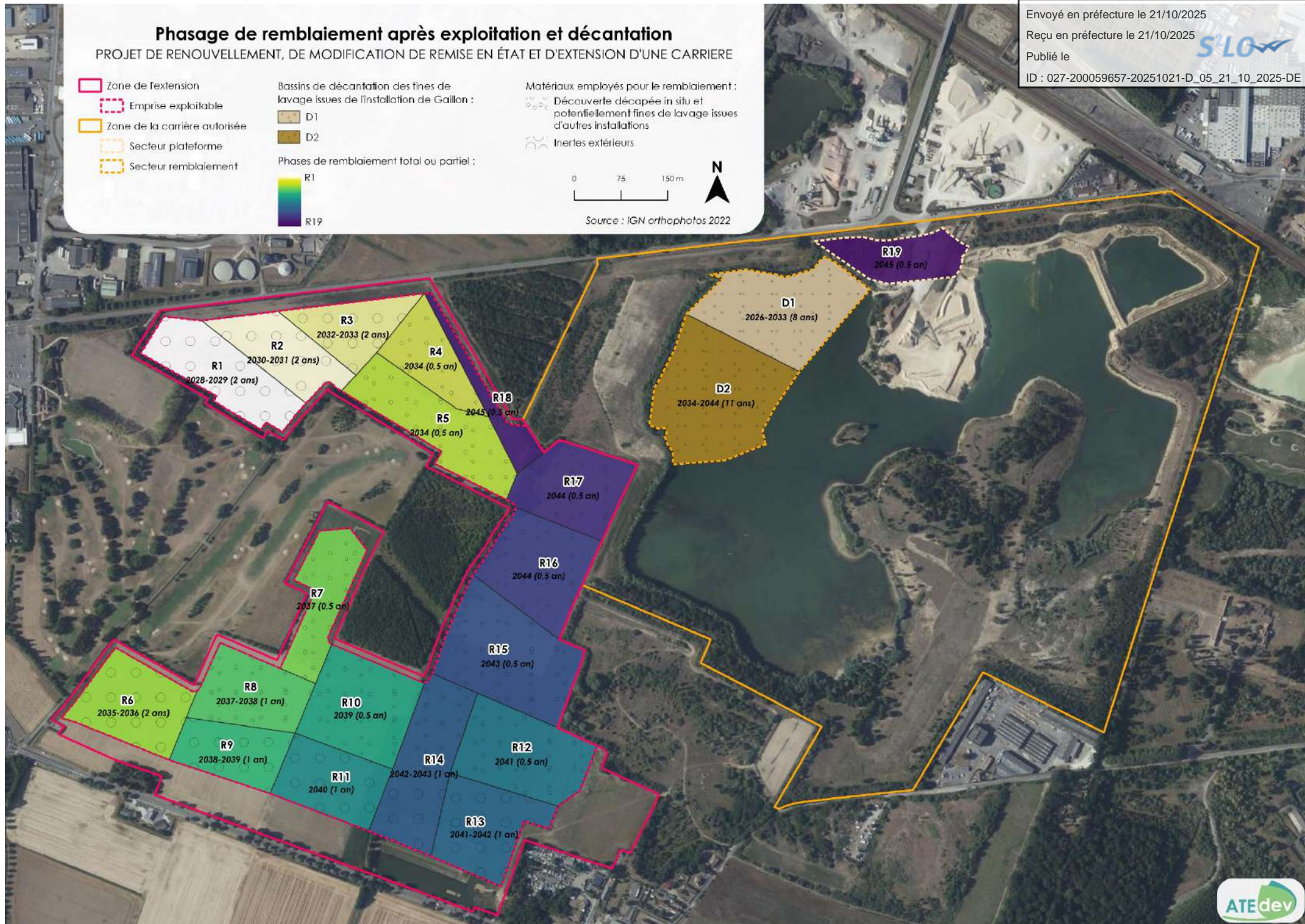
Envoyé en préfecture le 21/10/2025

Reçu en préfecture le 21/10/2025

Publié le

ID : 027-200059657-20251021-D_05_21_10_2025-DE

S2LO



VOLUME 1B : NOTE DE PRESENTATION NON TECHNIQUE DE LA DEMANDE

Il restera cependant des pentes assez fortes au niveau :

- de la pointe Nord des Longes Raies, dont la cuvette et les talus raides résiduels seront « comblés » par un boisement,
- des berges de l'étang de pêche, qui sera privé,
- des bordures Nord, Sud et surtout Est du bois des Carreaux (formant une enclave au sein de la zone d'extension), sachant que le talus d'exploitation en bordure Est du bois des Carreaux pourra servir aux Hirondelles de rivage de manière temporaire. Aux abords du bois des Carreaux, l'accès du public sera restreint à un chemin qui sera aménagé pour assurer la sécurité des promeneurs.

Précisons que la topographie des milieux humides réaménagés sera connectée :

- d'une part aux milieux créés à la même cote au Sud-Ouest de la carrière actuelle, élargissant ainsi l'espace naturel humide existant,
- et d'autre part (grâce à la dérogation demandée à la bande de 10 m) à l'ancienne carrière Hérouard non remblayée, située à l'Est du secteur de La Cour du Pré, permettant ainsi d'ouvrir et de supprimer le talus raide qui existe actuellement, et de connecter les espaces de l'extension à cette ancienne carrière.

Un plan détaillant les niveaux topographiques projetés dans l'emprise de l'extension de carrière est présenté en page suivante.

Précisons par ailleurs que pour la reconstitution des terrains, les matériaux extérieurs seront mis en fond de fouille, ainsi que les stériles décapés in situ. La terre végétale sera quant à elle régalée en dernier sur les terrains remblayés, selon l'ordre et l'épaisseur initiaux des horizons.

E/ Détail de l'aménagement des milieux dans la zone d'extension

Le plan détaillant les différents milieux qui seront constitués à l'issue du réaménagement figure en page 30.

En résumé, les différents milieux et aménagements prévus dans le cadre de la remise en état de la zone de l'extension sont les suivants :

- Renaturation du ru de la Fontaine Bray : il sera méandré, traversera l'espace naturel humide créé et se connectera au plan d'eau de la carrière actuelle en récoltant sur son passage l'ensemble des eaux de ruissellement ; ses berges seront adoucies et la profondeur du fond sera diversifiée ; et des arbres seront plantés le long de son tracé pour former une ripisylve.

Plan topographique de la remise en état au droit de la zone de l'extension

PROJET DE RENOUVELLEMENT, DE MODIFICATION DE REMISE EN ETAT
ET D'EXTENSION D'UNE CARRIERE

Envoyé en préfecture le 21/10/2025

Reçu en préfecture le 21/10/2025

Publié le

ID : 027-200059657-20251021-D_05_21_10_2025-DE

S²LOW



VOLUME 1B : NOTE DE PRESENTATION NON TECHNIQUE DE LA DEMANDE



*Berges du ru de la Fontaine Bray
artificialisées et avec pentes très
abruptes et peu de végétation*



*Exemple d'une rivière
avec des méandres et un
profil en pentes douces*

- Mise en place d'espaces prairiaux humides à mésophiles : les variations de topographie permettront un gradient d'humidité avec des prairies humides dans le fond et des prairies mésophiles à mésohygrophiles sur les pentes. Un travail préparatoire du sol sera réalisé, puis un semis sera réalisé avec un mélange rustique dont la composition est inspirée du cortège floristique observé sur site. Un vaste espace naturel humide sera ainsi créé, qui jouera le rôle de zone de rétention à l'échelle de la plaine de Gaillon.



Exemple de milieux ouverts humides

- Mise en place d'une mare et d'un réseau de dépressions humides : création d'une mare principale dans l'espace naturel humide au sud et d'un réseau de 3 dépressions temporaires le long du ru de la Fontaine Bray renaturé, afin d'établir une continuité entre la mare principale et l'espace humide au nord. L'objectif est d'apporter une plus-value en termes de potentiel d'accueil pour la biodiversité, en permettant l'implantation d'espèces liées aux milieux humides.

VOLUME 1B : NOTE DE PRESENTATION NON TECHNIQUE DE LA DEMANDE



Exemples de mares prairiales

- Mise en place d'un étang à vocation piscicole : cet étang de pêche privé sera créé sur la partie Est du secteur du Val Cordon. Il sera aménagé dans une zone où s'écoule en partie le fossé n°4, dont le tracé sera préservé jusqu'à l'étang.
- Mise en place de boisements : des boisements seront créés au Nord-Ouest du Val Cordon, en transition entre la zone d'extension du golf et la zone de l'étang ; au Nord-Ouest des Longues Raies, en transition entre la zone du golf et les zones agricoles reconstituées ; et sur la pointe Nord des Longues Raies, en continuité du bois des Carreaux. L'objectif visé est de reconstituer diverses formations arborées à caractère naturel, d'intérêt à la fois écologique et paysager. Un travail préparatoire du sol sera réalisé, puis un enherbement préalable, et enfin des plantations d'essences indigènes adaptées au substrat et au climat local.
- Plantation de vergers : des vergers seront plantés en bordure Est des Longues Raies pour créer des filtres visuels vis-à-vis du golf. On privilégiera l'utilisation de variétés traditionnelles locales.



*Vergers avec des arbres sur tige plantés en quinconce sur des lignes espacées de 10 m
dont l'entretien peut être mécanisé*

- Mise en place de haies arbustives : des haies champêtres et des alignements de fruitiers seront renforcés ou plantés au niveau de certaines limites de la carrière : en bordure de la route de la Garenne, en bordure de la zone du golf, et en bordure de la petite zone urbaine située au Sud-Ouest du secteur de La Cour du Pré. Ces haies créeront un écran végétal entre le site et l'extérieur tout en accroissant l'intérêt écologique et paysager de ces éléments.

VOLUME 1B : NOTE DE PRESENTATION NON TECHNIQUE DE LA DEMANDE



Exemples d'espèces déjà présentes sur le site de la carrière ou à ses abords qui peuvent être retenues dans les plantations projetées

- Reconstitution et extension de la friche prairiale sur sable : rappelons que la zone de friche sur sable, située au Sud-Est du secteur La Cour du Pré, ne sera pas exploitée afin d'éviter des espèces végétales à enjeu moyen à assez fort ainsi qu'une zone humide. La remise en état offre l'opportunité de reconstituer et étendre la friche prairiale sur sable, avec la finition du modelé dans le secteur concerné avec des matériaux sablonneux, et l'épandage des produits de fauche de la friche prairiale sur sable évitée, pour favoriser la colonisation par le cortège floristique voulu.
- Restauration de l'axe agricole le long de la RD.6015 : environ 5,9 ha de terrains exploités retrouveront leur vocation agricole d'origine, au niveau de la partie Sud/Sud-Ouest de la zone de l'extension, le long de la RD.6015 ou Côte des Sables. Notons par ailleurs que 3,8 ha de terres agricoles sont présents dans l'emprise sollicitée mais ne seront pas exploitées dans le cadre du présent projet. Les terrains exploités seront remblayés jusqu'au niveau du terrain naturel d'origine, et les préconisations de l'étude agropédologique seront respectées.
- Aménagement d'un espace dédié à l'extension du golf de Gaillon : la partie Ouest du secteur Le Val Cordon sera remblayée jusqu'au TN initial et sera dédiée à l'extension du golf de Gaillon, dont les gestionnaires souhaitent aménager un espace « école ».
- Aménagement d'un réseau de sentiers de découverte et mise en place de différents points de vue : plusieurs chemins de promenade seront aménagés dans l'emprise de l'extension, en lien également avec ceux déjà prévus dans l'emprise de la carrière actuelle. L'objectif est de rendre plus accessible aux circulations douces ou à la promenade les espaces naturels situés aux portes de la ville. Le projet propose également des postes d'observation et des points de vue en belvédère avec des aménagements pédagogiques ou de mise en valeur du paysage de l'eau et des différents milieux et habitats de l'espace naturel créé par le projet de carrière.

VOLUME 1B : NOTE DE PRESENTATION NON TECHNIQUE DE LA DEMANDE

F/ Valorisation ultérieure du site et pérennisation des aménagements

Au droit de la carrière actuelle, la modification de remise en état ne modifiera pas la vocation finale du site (écologique et écotouristique) approuvée par l'AP du 15 mai 2008 modifié.

Au droit de la zone de l'extension, le réaménagement proposé modifie en majorité le devenir des terrains, convertissant une grande partie des parcelles agricoles en : un plan d'eau de pêche, des mosaïques de milieux humides et mésophiles, une zone dédiée à l'extension du golf de Gaillon, des pelouses, des prairies et des boisements. Une partie des terrains conservera sa vocation agricole initiale. Par ailleurs, les rus initialement présents seront restitués avec un tracé et une topographie différents de l'état initial, et en visant une renaturation et une amélioration de leurs fonctions écologiques et hydrauliques. Enfin, des chemins piétonniers seront créés, ainsi que des postes d'observation, afin de favoriser l'écotourisme. Les terrains seront réaménagés au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation, dans la mesure du possible.

En préservant et reconstituant le caractère rural d'une partie de la zone de l'extension, en améliorant la fonctionnalité écologique des milieux reconstitués, en visant une plus-value paysagère pour ce vaste secteur situé en entrée de village et dans l'axe du château de Gaillon, la remise en état proposée est conforme aux souhaits des propriétaires et ayants-droits, aux souhaits des élus et de l'agglomération, aux orientations et dispositions du PLUIH, du SDC, du SDAGE, et aux enjeux dégagés par l'étude d'impact et les études spécialisées, notamment en ce qui concerne l'écologie, le paysage, l'hydrogéologie et l'hydraulique. Ce plan de principe de remise en état a reçu l'accord des propriétaires des terrains concernés et du maire de Gaillon.

Les terrains réaménagés seront sous la responsabilité de la société Lafarge Granulats pendant toute la durée de l'exploitation de la carrière, et jusqu'à l'obtention d'un procès-verbal de récolement. Ils seront entretenus selon les modalités de gestion préconisées par les écologues.

À l'issue de la remise en état finale et du récolement des terrains de la carrière, ces derniers seront cédés en partie à l'agglomération. Certaines zones seront néanmoins privées : la zone de l'extension du golf, les parcelles agricoles et l'étang de pêche.

Document élaboré
avec la participation du bureau d'études :



43, boulevard du maréchal Joffre
92340 BOURG-LA-REINE

Téléphone : 01 46 60 26 77

Courriel : contact@atedev.fr

Site : www.atedev.fr



*SIGNATAIRE DE LA CHARTE DU MINISTRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE
DEPUIS LE 16 OCTOBRE 2015*

Février 2025

Envoyé en préfecture le 21/10/2025

Reçu en préfecture le 21/10/2025

Publié le



ID : 027-200059657-20251021-D_05_21_10_2025-DE